

15.1 Démographie des sociétés et des EI

En 2018, les **créations d'entreprises** atteignent un nouveau record : 691 300 **entreprises** ont été créées en France, soit 17 % de plus qu'en 2017. Les immatriculations de **micro-entrepreneurs** sont particulièrement dynamiques (+ 28 %) comme les créations d'**entreprises individuelles** classiques (+ 20 %). Les créations de **sociétés** augmentent beaucoup plus modérément (+ 2 %). En 2018, comme en 2017, les **sociétés par actions simplifiées (SAS)** représentent 61 % des créations de sociétés. Leur part était de 56 % en 2016. Au sein de cette catégorie juridique, la part des SAS à associé unique ou unipersonnelles reste majoritaire et se stabilise. La part des **sociétés à responsabilité limitée (SARL)** se stabilise également : elles représentent 36 % des sociétés créées en 2018, comme en 2017.

En 2018, les créations d'entreprises augmentent dans tous les secteurs d'activité. Le secteur des transports et de l'entreposage est le premier contributeur à la hausse globale. Le nombre de créations y accélère fortement (+ 68 %). En particulier, les immatriculations dans les autres activités de poste et de courrier, qui incluent les services de livraison à domicile, s'envolent, essentiellement sous le régime du micro-entrepreneur. Le deuxième secteur contribuant le plus à la hausse globale

des entreprises est celui des activités spécialisées, scientifiques et techniques (+ 18 %). Le commerce est le troisième secteur (+ 9 %) suivi du secteur des autres services aux ménages (+ 25 %).

En 2018, le nombre de créations d'entreprises s'accroît fortement dans toutes les régions excepté à Mayotte. L'Île-de-France contribue pour plus du tiers à l'augmentation globale (+ 33 500 créations, soit une hausse de 19 % par rapport à 2017).

En 2018, seules 3 % des nouvelles entreprises emploient au moins un salarié au moment de leur création. En excluant les micro-entrepreneurs, la part des entreprises employeuses à la création passe à 6 %, en légère baisse par rapport à 2017.

En 2018, 54 000 unités légales sont en situation de **défaillance**, soit une baisse de 1 % par rapport à 2017. Le recul est moins marqué qu'en 2017 (- 6 %). L'évolution du nombre de défaillances diffère selon les secteurs. Il est en fort recul dans les activités de l'agriculture, sylviculture et pêche, de l'information et communication et du commerce. En revanche, il augmente fortement dans les transports et l'entreposage et dans le soutien aux entreprises. Il est stable dans les secteurs de l'industrie et de l'hébergement-restauration. ■

Définitions

Création d'entreprise : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre d'une nouvelle combinaison de facteurs de production, avec pour restriction qu'aucune autre entreprise ne soit impliquée dans cet événement. Les créations d'entreprises sont en fait des créations d'unités légales. On parle néanmoins de créations d'entreprises en raison de la spécificité de la situation au moment de la création. En effet, au moment de son immatriculation, il n'est pas possible de déterminer si une unité légale est indépendante ou appartient à un groupe. Par défaut, au moment de la création, toute entité est donc indépendante et considérée comme une entreprise. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexe.

Défaillance d'entreprise, entreprise, entreprise individuelle, micro-entrepreneur, société, société à responsabilité limitée (SARL), société par actions simplifiée (SAS), système informatisé du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene), taux de création d'entreprises, unité légale : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2019.
- « Les défaillances d'entreprises – France – Janvier 2019 », *Stat Info*, Banque de France, mars 2019.
- « Les créations d'entreprises en 2018 – En forte hausse, portées par les immatriculations de micro-entrepreneurs », *Insee Première* n° 1734, janvier 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

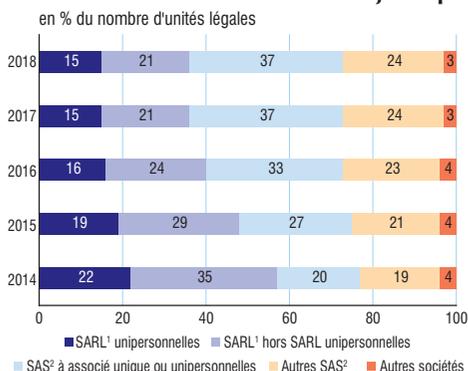
Stocks d'unités légales fin 2017 et entreprises créées en 2018

	Unités légales au 31 décembre 2017			Nombre d'entreprises créées en 2018	
	Total	Personne morale (société)	Personne physique (y c. micro-entrepreneurs)	Total	dont micro-entrepreneurs
Industrie	294 569	178 956	115 613	28 544	7 760
Construction	622 678	351 538	271 140	67 325	13 944
Commerce y c. réparation automobile	874 407	514 110	360 297	107 331	30 613
Transports et entreposage	145 059	78 124	66 935	70 447	43 247
Hébergement et restauration	311 866	212 721	99 145	33 816	7 802
Information et communication	178 096	110 940	67 156	34 753	20 328
Activités financières et d'assurance	173 457	149 379	24 078	17 354	2 522
Activités immobilières	210 803	159 442	51 361	26 549	4 504
Activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien	859 760	432 388	427 372	164 649	94 028
Enseignement, santé humaine et action sociale	656 291	93 760	562 531	77 299	44 549
Autres activités de services aux ménages	383 452	112 535	270 917	63 216	39 014
Total	4 710 438	2 393 893	2 316 545	691 283	308 311

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles. Note : données semi-définitives pour le stock d'unités légales au 31 décembre 2017.

Source : Insee, REE (Sirene).

Créations de sociétés selon la forme juridique



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Sirene).

Défaillances d'entreprises par activité

en nombre d'unités légales

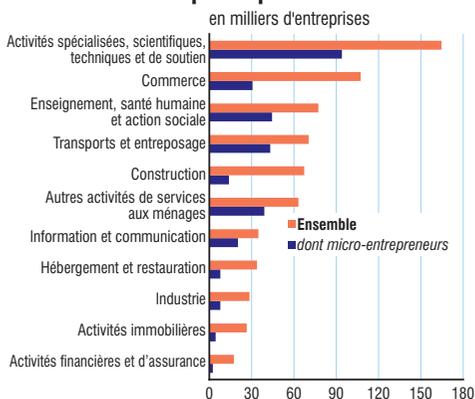
	2017 (t)	2018	18/17 en %
Agriculture, sylviculture et pêche	1 532	1 406	-8,2
Industrie	3 885	3 886	0,0
Construction	12 112	11 815	-2,5
Commerce ; réparation automobile	12 030	11 555	-3,9
Transports et entreposage	1 831	2 042	11,5
Hébergement et restauration	7 278	7 285	0,1
Information et communication	1 384	1 295	-6,4
Activités financières et d'assurance	1 055	1 085	2,8
Activités immobilières	1 724	1 692	-1,9
Soutien aux entreprises	5 770	6 147	6,5
Enseignement, santé, action sociale et services aux ménages	5 424	5 333	-1,7
Total¹	54 518	53 982	-1,0

1. Y c. unités légales dont le secteur d'activité n'est pas connu.

Note : unités légales défaillantes au cours de l'année.

Source : Banque de France, base Fiben (extraction février 2019).

Créations d'entreprises par activité en 2018



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Sirene).

Créations d'entreprises dans quelques pays de l'UE en 2017

	Nombre	Taux en %		Nombre	Taux en %
Allemagne	233 789	6,7	Irlande¹ (e)	23 578	7,5
Autriche¹ (p)	41 790	7,7	Italie	330 899	7,4
Belgique	47 844	6,3	Lettonie	19 255	13,0
Bulgarie	48 119	11,7	Lituanie	50 404	20,1
Chypre²	5 709	9,1	Luxembourg	3 521	9,1
Croatie	14 792	8,8	Malte	4 312	9,6
Danemark	30 911	11,3	Pays-Bas	159 075	9,7
Espagne	336 000	9,4	Portugal	175 765	15,6
Estonie	12 471	11,9	Rép. tchèque	104 441	9,0
Finlande	34 251	9,3	Roumanie	96 160	11,7
France³	482 997	10,0	Royaume-Uni	381 885	13,1
Grèce (p)	42 204	4,6	Slovaquie	71 083	13,5
Hongrie	92 835	13,5	Slovénie	18 430	10,9

1. Données 2016. 2. Données 2015.

3. Hors micro-entrepreneurs n'ayant pas démarré d'activité.

Note : le taux de création est le rapport entre le nombre de créations d'entreprises pendant l'année n et le nombre d'entreprises actives de l'année n.

Champ : entreprises dans l'industrie, la construction et les services, sauf activités des sociétés holding.

Source : Eurostat (extraction du 22 octobre 2019).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard